

# Bulletin mensuel sur le marché du travail

## L'apprentissage c'est...

L'apprentissage fait depuis longtemps partie intégrante et essentielle du système d'éducation et de formation au Canada et dans le monde.

Au Nouveau-Brunswick, l'apprentissage est un programme structuré qui exige la participation engagée de trois partenaires : un apprenti, un employeur et le gouvernement, qui est représenté par Apprentissage et Certification. Le succès d'un apprentissage exige que chaque partenaire assume ses responsabilités.

Un programme d'apprentissage comprend une formation progressive au travail et une formation technique (à l'école) menant à une certification reconnue. L'apprentissage en cours d'emploi compte pour 80 pourcent de la formation d'un apprenti par rapport à 20 pourcent en classe (établissement postsecondaire).

Le règlement sous la Loi sur l'apprentissage et la certification professionnelle détermine le nombre d'heures de formation pour chaque profession. La formation pratique se fait chez l'employeur. Sous la supervision d'un compagnon, l'apprenti accomplit des tâches réglementaires de complexité progressive. Un livret de contrôle identifie les tâches que les apprentis doivent accomplir en cours d'emploi et fait état de l'évolution des compétences en cours de programme.

Des instructeurs qualifiés assurent la formation technique. Dans la plupart des métiers/professions, la formation est dispensée dans l'un des collèges communautaires du Nouveau-Brunswick.

À la fin du programme d'apprentissage, les apprentis écrivent un examen final. Après avoir réussi cet examen et satisfait à toutes les exigences de l'entente, les apprentis reçoivent un diplôme d'apprentissage et un certificat d'aptitude attestant leur statut de compagnon. Ces documents sont reconnus dans tout le pays.

Si vous désirez obtenir de plus amples renseignements, visitez notre :  
<http://www.qnb.ca/post-secondary>.


**Nombre 1 Vol. 6**  
Janvier 2009

*Dans ce numéro:*

- *L'apprentissage c'est...*



- *Aperçu de la situation économique en Janvier 2009*

 **Capital Markets**  
Economic Research

- *Statistiques de la population active (décembre 2008)*



*Direction de l'analyse du marché du travail (DAMT)*  
*du ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail*  
C.P. 6000, 470, rue York  
Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1  
Téléphone : (506) 457-4859 Télécopieur : (506) 453-3780  
<http://www.qnb.ca/travail>

## Perspectives pour 2009 : une mer de défis

Article produit par le service des études économiques sur les marchés de capitaux de la Banque de Montréal

La plupart des grandes économies du monde sont maintenant en récession et les principaux indices économiques mondiaux ne donnent aucun signe de reprise. Il semble dorénavant acquis que la dynamique de récession que nous observons actuellement dominera le paysage économique de 2009. Les décideurs économiques du monde devront consentir un effort gigantesque pour sortir l'économie mondiale de cette ornière. Par ailleurs, eu égard aux plans de relance qui viendront sans doute dans les prochains mois, lesquels s'ajouteront aux mesures déjà prises, l'économie devrait toucher le fond du baril vers le milieu de l'année 2009. Il s'ensuivra une très lente reprise au cours de la deuxième moitié de l'année, suivi d'un taux de croissance modéré en 2010. On trouvera ci-dessous un aperçu sommaire des principaux pronostics de la Banque de Montréal pour la prochaine année, ainsi que certains des domaines d'activités où les risques seront les plus élevés.

### L'économie des États-Unis

La récession a déjà un an et elle s'approfondit. Les pertes d'emplois vont en croissant, ce qui amène les consommateurs à couper les dépenses dans une mesure jamais vue depuis au moins trente ans. Le nombre de mises en chantier domiciliaires a périclité et atteint un plancher inégalé, tandis que le prix des maisons continue de chuter, parallèlement aux reprises de

finances qui continuent de progresser, ce qui vient ajouter aux effets des maisons invendues. Les consommateurs doivent composer avec des dettes pour la première fois depuis cinquante ans et ont recommencé à épargner en dépit d'une perte de richesse sans précédent au cours de la dernière année (d'environ 10 billions de dollars). Les mises en chantier commerciales connaissent un repli, dans le contexte d'un resserrement du crédit et d'un taux d'occupation à la hausse. Les exportations auparavant très fortes sont maintenant nettement en perte de vitesse, tandis que le taux de croissance mondiale connaît un recul. Le repli de la demande intérieure et étrangère a fait reculer la production et les investissements des entreprises américaines. La récession actuelle devrait être la plus longue depuis la fin de la guerre, elle dure déjà depuis presque deux ans, et sera sans doute parmi les plus systémiques, provoquant plus de quatre millions de pertes d'emplois. En 2009, le PIB en dollars constants devrait régresser à 2,3 %, faisant ainsi passer le taux de chômage à 9 % à la fin de l'année, le plus haut taux depuis 1983, soit près de cinq points de pourcentage au-dessus du taux le plus bas enregistré en 2007. Le ralentissement économique et la chute du prix des matières premières

entraîneront un mouvement vers le bas du taux d'inflation de l'IPC pendant la majeure partie de l'an prochain. L'inflation de base devrait passer sous le seuil de 1 %, alors qu'il se situe actuellement à 2 %. Pour parer à une tendance déflationniste, la Réserve fédérale et l'Administration américaines devront recourir aux mesures gouvernementales. Et, de fait, les seuls postes de dépenses à connaître une hausse l'an prochain devraient être les dépenses gouvernementales. Il est à supposer que le plan de relance budgétaire de la nouvelle administration Obama atteindra au bas mot 700 milliards de dollars (soit 5 % du PIB). Il est à prévoir que ce plan de dépenses sera réparti entre les dépenses d'infrastructure, l'aide aux États et aux gens sans emploi, les crédits d'impôt aux chômeurs, les programmes de prévention de reprises de finances, et le soutien à l'industrie. Grâce au pouvoir d'achat accru et à l'accès à la propriété rendu plus facile, l'économie des États-Unis devrait amorcer une reprise vers la fin de l'année, même si celle-ci est plutôt timide.

### L'économie canadienne

Le Canada est soumis aux effets combinés d'une chute radicale des dépenses aux États-Unis et de l'effondrement du cours des matières premières, par rapport aux prix sans précédent affichés vers le milieu de l'année 2008. De plus, la demande antérieure a été frappée de plein fouet par la chute de confiance des consommateurs et des entreprises, compte tenu du marché des actions très fortement baissier, du resserrement du crédit, et du marché de l'habitation qui battait de l'aile. Les projets d'immobilisations dans le secteur des ressources naturelles ont accusé un net repli du fait de la chute soudaine du prix des matières premières. Le fort recul qu'a enregistré le dollar canadien a légèrement amorti le coup, à l'instar de l'effet qu'a eu la réduction très nette des taux directeurs de la Banque du Canada. Du reste, la prochaine politique financière devrait contribuer également à la reprise économique au cours de la prochaine année. Cela étant, il est maintenant à prévoir que le PIB chutera de 1,3 % en 2009 (précédé de trois trimestres à taux de croissance négatif et d'une chute inégalée d'un peu plus de 2 %). Ce phénomène fera progresser le taux de chômage à près de 8 % vers la fin de l'année (il se situe actuellement à 6,3 %). On doit par ailleurs s'attendre à ce que le taux d'inflation s'établisse en moyenne à tout juste 0,5 % au cours de l'année (et

il faut également anticiper une baisse temporaire jusqu'à une position déflationniste). Ce pronostic fort sombre se traduira vraisemblablement par des comptes et un déficit budgétaire fédéral qui atteindront la dizaine au cours de l'an prochain, ce qui mettra effectivement fin à la longue période d'excédent budgétaire qu'a connue le Canada au cours des dernières années.

### **Perspectives de l'économie mondiale**

La crise du crédit a pris naissance aux États-Unis, mais ses effets se sont fait sentir partout dans le monde. Les économies de l'Amérique du Nord, de l'Europe et du Japon connaîtront toutes un repli en 2009. Ce ralentissement a eu des effets sur les marchés émergents. Le PIB mondial devrait régresser jusqu'à 1 % l'an prochain, soit le taux de croissance le plus faible depuis 1982.

Au début de 2009, il y aura un repli sur tous les fronts. Les plans de relance budgétaire demeurent incertains en Europe, la décision de réduire les taux d'intérêt a été tardive et les changements proposés ont été modestes. Il s'ensuit que la zone euro aura du retard sur les autres pays développés dès que la conjoncture sera meilleure pendant la deuxième moitié de l'année. L'Angleterre connaîtra un recul profond comme celui des États-Unis, le pays demeurera très exposé aux soubresauts du secteur financier mondial, et le crédit continuera vraisemblablement de connaître un resserrement. Une réduction appréciable des pressions sur les devises et certains plans de relance budgétaire devraient aider l'économie à sortir de la récession vers la fin de l'année 2009. Au Japon, les exportations ont accusé un net recul et la faiblesse qui persiste dans la demande intérieure a amené l'économie nationale en récession. La Chine, quant à elle, a pu compter sur l'expansion de ses exportations au cours des dernières années. Par ailleurs, face à la contraction mondiale de la demande et au recul des exportations au cours des derniers mois, la Chine a pris des mesures décisives. Le programme d'encouragement financier de 586 milliards de dollars US adopté devrait stimuler la croissance en 2009, mais un retour au taux de croissance à deux chiffres des dix dernières années n'est pas envisageable dans l'avenir immédiat. Même l'atteinte d'un taux de croissance de 7 % l'an prochain pourrait se révéler ardue.

Les perspectives du secteur des matières premières dépendent du pronostic mondial et il semble donc que le secteur continuera de subir des contraintes pendant la majeure partie de 2009. Eu égard à la consommation réduite de matières premières par la Chine et l'Inde, et compte tenu que la demande industrielle mondiale est toujours sur le déclin, les prix devraient demeurer à la baisse et cette tendance devrait s'accroître au début de l'année 2009. Par

ailleurs, dès que les perspectives mondiales s'amélioreront, ne serait-ce que légèrement, le cours des matières premières devrait reprendre du mieux et attendre des prix plus élevés, ce qui pourrait annoncer de bonnes nouvelles au deuxième semestre et pendant l'année 2010.

### **Répercussions provinciales**

Au plan régional, aucune province canadienne n'est complètement à l'abri de ce ralentissement économique généralisé. Le centre du Canada est aux prises avec la pire récession au pays, l'activité manufacturière étant celle qui connaît les plus graves difficultés, ce qui à l'évidence est le cas du secteur automobile, eu égard notamment à la faiblesse de la demande aux États-Unis. Le PIB en dollars constants de l'Ontario connaîtra vraisemblablement un resserrement de plus de 2 % en 2009, une première depuis 1991, soit la pire performance canadienne. Cette situation est largement attribuable à l'industrie automobile qui marque le pas en Ontario et aux pertes d'emplois connexes du secteur. Les perspectives dans l'Ouest canadien sont également mauvaises, après une période de croissance soutenue de cinq ans. Il faut s'attendre à un léger repli dans l'ensemble de l'économie régionale en 2009. Compte tenu d'un cours du pétrole se situant sous la barre des 40 \$, les annulations et les reports de projets secondaires d'exploitation des sables bitumineux se sont multipliés. Les règles plus strictes pour les emprunts et la confiance à la baisse feront également ressentir leurs effets sur les mises en chantier domiciliaires dans l'ouest du pays. En Colombie-Britannique, le prix des maisons a enregistré le repli annuel le plus marqué depuis le début des années 1980, dans un contexte où les ventes sont en chute libre, ce qui pourrait être un facteur négatif aggravant pour l'industrie de la construction. En ce qui concerne le Canada atlantique, les perspectives sont nuancées. Les projets d'immobilisations ont accru la demande intérieure, mais cela n'empêchera pas la région de subir les contrecoups de la grave récession aux États-Unis, une situation qui devrait maintenir le taux de croissance de la région à près de zéro l'an prochain. Somme toute, le phénomène de disparité régionale qui faisait en sorte que l'Ouest canadien était en peloton de tête de l'économie nationale semble s'être quelque peu arrêté. Cet écart devrait disparaître lorsque l'économie du centre du Canada amorcera sa reprise en 2010.

Pour contrer la récession, les gouvernements provinciaux envisagent actuellement une série de plans de relance budgétaire, qui vont des réductions d'impôt aux dépenses dans les infrastructures. Ces mesures, conjuguées à la faiblesse des économies et aux très faibles prix des matières premières, auront nécessairement une incidence sur les équilibres budgétaires. De fait, l'Ontario, le Nouveau-

Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard ont déjà annoncé la possibilité d'un déficit pour l'année financière 2008-2009, et de nombreux autres gouvernements provinciaux devraient faire de même au cours de l'an prochain.

### **Risques**

Les prévisions d'une reprise économique à la fin de l'année 2009 dépendent des mesures prises aux plans monétaires et de la relance budgétaire. Parmi les signes avant-coureurs d'une reprise économique aux États-Unis, il y aura notamment une stabilisation du prix des maisons et une réduction de la différence sans précédent observée dans les taux d'intérêt. Du reste, si la politique monétaire demeurerait inefficace (en raison de marchés du crédit toujours tétanisés) ou les mesures de relance budgétaire connaissaient un retard, les récessions aux É.-U. et au Canada pourraient vraisemblablement s'approfondir, la reprise étant alors reportée à l'année suivante, en 2010. Les risques d'une récession qui perdure et de l'apparition d'un mouvement déflationniste pourraient s'accroître si le cours des actions des É.-U. fracassait les prix planchers atteints au mois de novembre. Qui plus est, sachant que 12 millions de propriétaires de maisons aux É.-U. vivent déjà une situation financière difficile à l'égard du remboursement de leurs hypothèques, une autre chute appréciable du prix des maisons pourrait entraîner une autre vague de reprises de finances. Une récession qui empire accroîtrait le nombre de consommateurs en défaut de paiement et porterait un très dur coup au secteur immobilier commercial, ce qui exercerait d'autres contraintes sur le système financier mondial. Le cas échéant, le prix des matières premières continuerait de chuter davantage, provoquant du même coup un net repli dans les régions-ressources et sur le marché des devises. Du reste, un plan de sauvetage aux É.-U. qui sera beaucoup plus important pourrait inciter les investisseurs à s'interroger sur la sécurité qu'offrent les bons et les obligations du Trésor américain, ce qui se traduirait inévitablement par une vente massive de dollars américains sur le marché des devises. Les pays en voie de développement et tout particulièrement la Chine semblent plus vulnérables à la récession mondiale qu'il n'était prévu au départ. Cela pourrait présager des lendemains encore plus sombres. Du côté des bonnes nouvelles, il faut dire que la réaction sans précédent de la classe politique jusqu'ici en termes de mesures monétaires et plans de relances budgétaires annoncés porte à croire que l'on pourrait assister à une reprise plus forte que prévue. Le cas échéant, compte tenu du très fort pessimisme qui afflige déjà les marchés, les marchés des actions et des obligations de sociétés pourraient sonner le rappel de manière dynamique l'an prochain.

<http://www.bmonesbittburns.com/economics/>

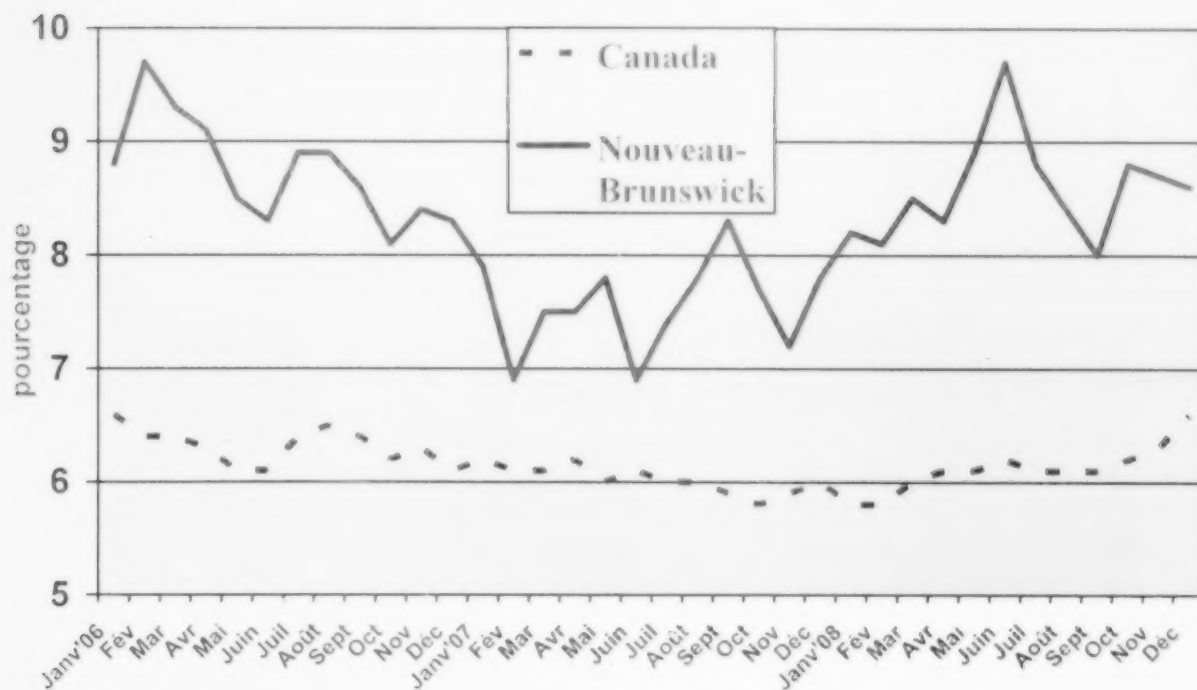


## Statistiques de la population active - décembre 2008

### Canada et les provinces

Au mois de décembre, le taux de chômage au Canada était de 6,6 p. 100, 0,3 point de pourcentage de plus haut rapport au mois précédent et 0,6 point de pourcentage de plus haut par rapport au mois de décembre 2007. Le taux de chômage de 8,6 p. 100 au Nouveau-Brunswick était 0,1 point de pourcentage de plus bas par rapport au mois précédent. Il était 0,8 point de pourcentage de plus haut que le mois de décembre 2007, alors qu'il atteignait 7,8 p. 100.

### TAUX DE CHÔMAGE Canada et Nouveau-Brunswick



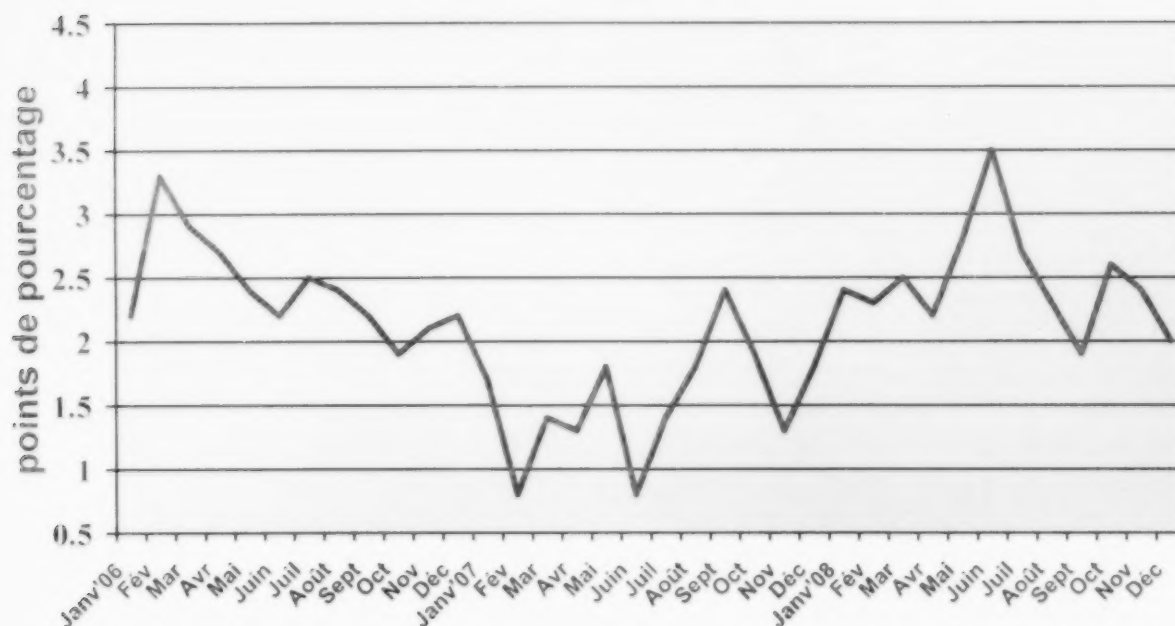
Source: Statistique Canada

## Canada et les provinces

L'écart entre le taux national et le taux provincial était de 2,0 points de pourcentage au mois de décembre.

### ÉCART DANS LES TAUX DE CHÔMAGE

Canada et Nouveau-Brunswick



Source: Statistique Canada

L'adresse du site Web de Statistique Canada a changé de nom pour <http://www.statcan.gc.ca> afin de se conformer à la Normalisation des sites Internet du Secrétariat du Conseil du Trésor. Le site Web de Statistique Canada a une nouvelle apparence, mais le contenu demeure toujours aussi fiable. Vous devrez mettre à jour vos signets et vos liens.

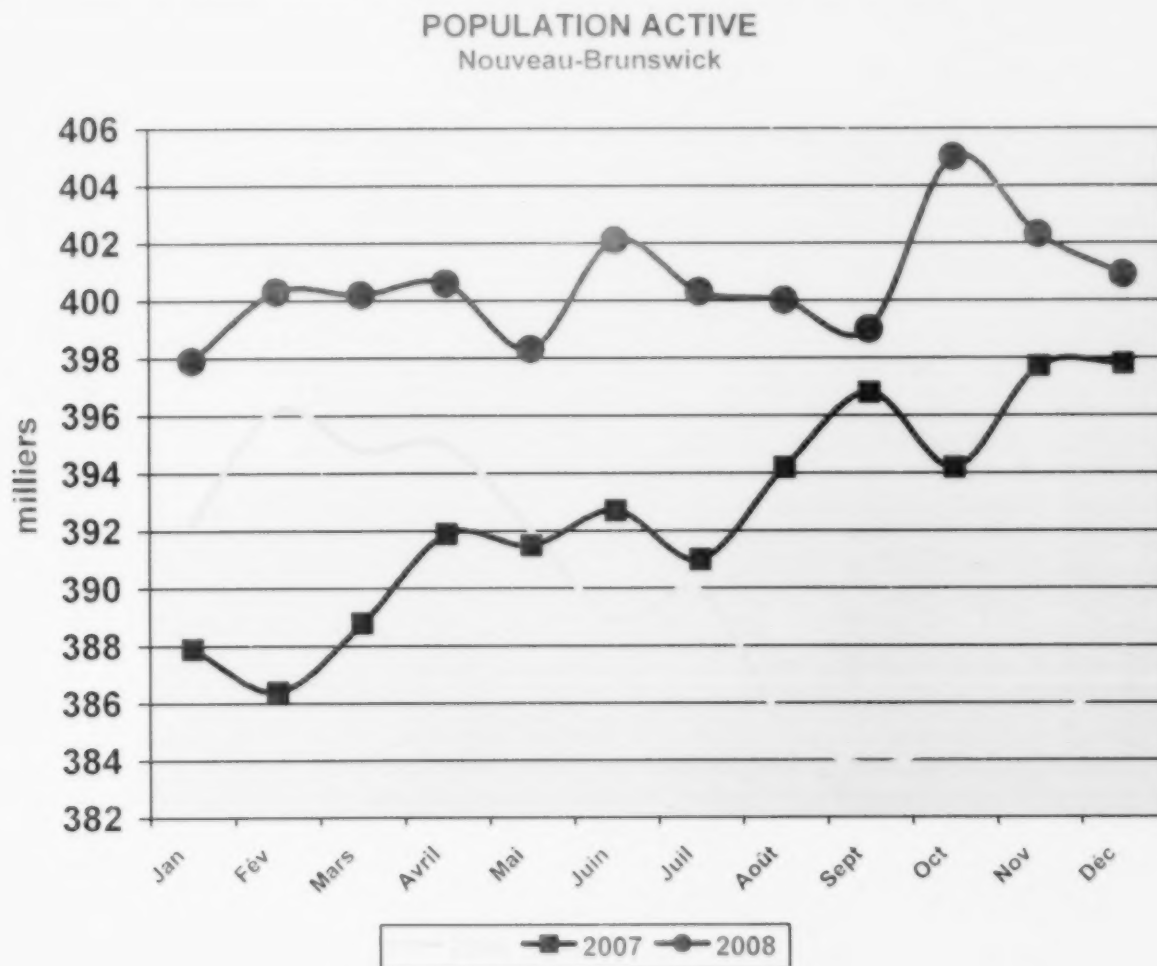
**[www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca)**



## Statistiques de la population active pour le Nouveau-Brunswick

### Population active

La population active du Nouveau-Brunswick se situait à 400 900 en décembre. Ce nombre représente une diminution de 1 400 par rapport au mois précédent mais représente une augmentation de 3 100 par rapport au mois de décembre 2007.



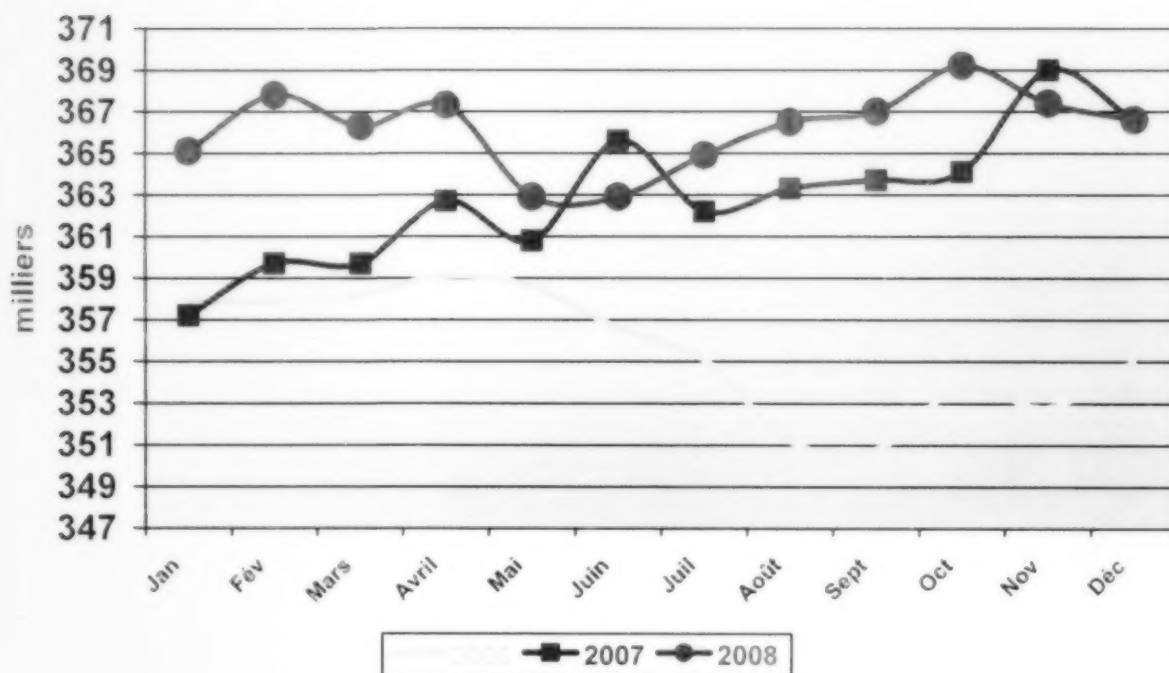
Source: Statistique Canada

## Statistiques de la population active pour le Nouveau-Brunswick

### Emploi

Il y avait 366 600 personnes qui occupaient un emploi en décembre. Ce nombre représente une diminution de 800 par rapport au mois précédent mais demeure inchangé par rapport au mois de décembre 2007. La croissance de l'emploi d'une année à l'autre était de 0,0 p. 100, comparé à la croissance au niveau national de +0,6 p. 100.

### EMPLOI Nouveau-Brunswick



Source: Statistique Canada

Nous vous invitons à consulter nos propres renseignements sur le marché du travail disponibles en ligne.

<http://www.gnb.ca/travail>

**Éducation postsecondaire, Formation et Travail**

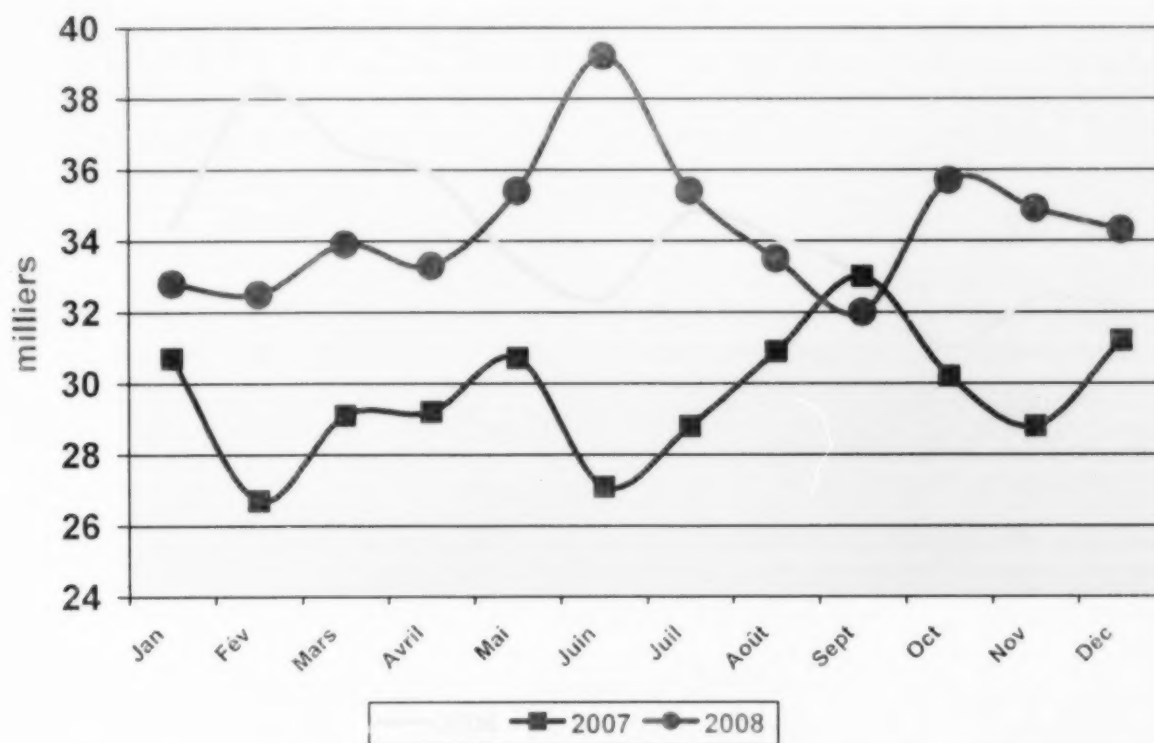


## Statistiques de la population active pour le Nouveau-Brunswick

### Chômage

Il y avait 34 300 personnes au chômage et qui se cherchaient un emploi en décembre. Ce nombre représente une diminution de 600 par rapport au mois précédent, mais représente une augmentation de 3 100 par rapport au mois de décembre 2007.

### CHÔMAGE Nouveau-Brunswick



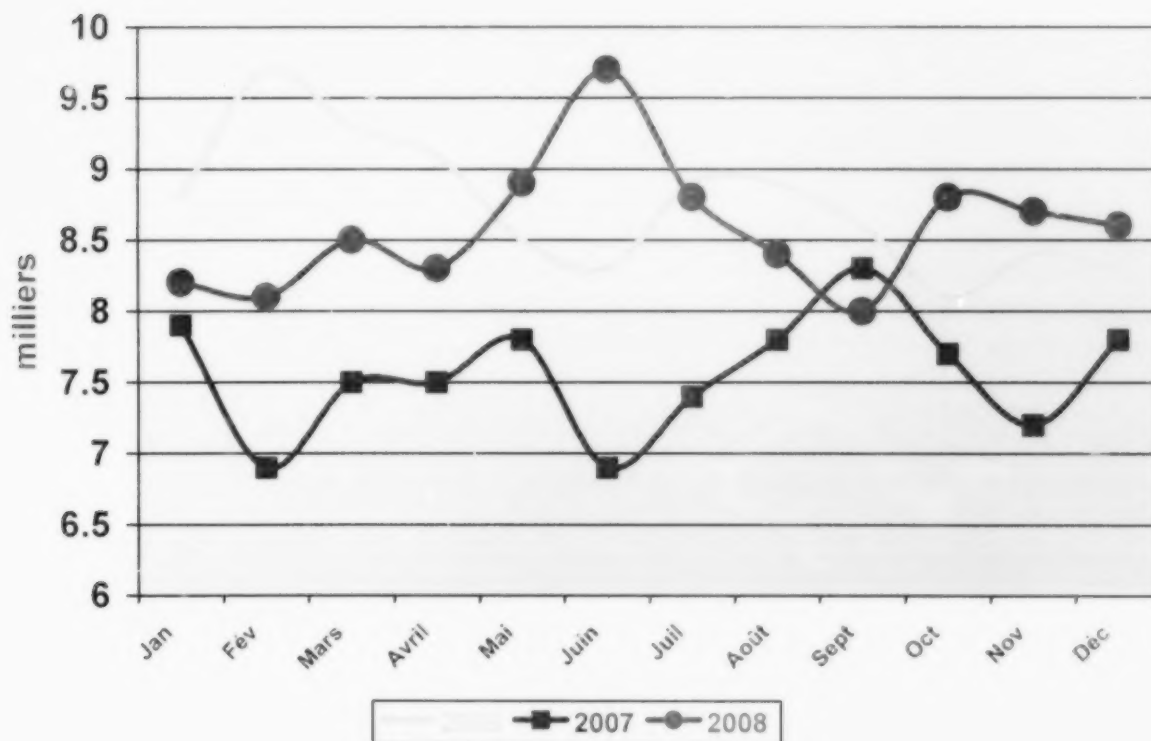
Source: Statistique Canada

## Statistiques de la population active pour le Nouveau-Brunswick

### Taux de chômage

Le taux de chômage de 8,6 p. 100 au Nouveau-Brunswick était 0,1 point de pourcentage de plus bas par rapport au mois précédent mais était 0,8 point de pourcentage de plus haut qu'au mois de décembre 2007.

**TAUX DE CHÔMAGE**  
Nouveau-Brunswick



Source: Statistique Canada

## Statistiques de la population active pour le Nouveau-Brunswick

### Régions

Statistiques Canada émet les statistiques sur la population active pour les régions économiques\* sous forme de moyennes mobiles de trois mois de données réelles (et non de données désaisonnalisées)\*\*

Régions économiques					
décembre '08	Nord-Est	Sud-Est	Sud-Ouest	Centre	Nord-Ouest
Pop. Active (000)	74,9	113,9	94,3	71,0	43,8
Emploi (000)	62,7	107,6	88,3	67,0	40,0
Chômage (000)	12,2	6,3	6,0	4,0	3,8
Taux de chômage (%)	16,3	5,5	6,4	5,6	8,7

Source: Statistique Canada

Employment by Economic Regions (000's)				
	CDA***	décembre '08	novembre '08	décembre '07
Nord-Est	68,5	62,7	67,0	67,5
Sud-Est	103,7	107,6	107,6	100,9
Sud-Ouest	88,1	88,3	87,6	91,3
Centre	67,1	67,0	67,1	66,2
Nord-Ouest	38,8	40,0	40,3	38,4

Source: Statistique Canada

Si on compare le mois de décembre of 2008 au mois de décembre of 2007, l'emploi a augmenté dans les régions économiques du Sud-Est (+6 700), Nord-Ouest (+1 600) et Centre (+800) tandis qu'il a diminué dans les régions économique du Nord-Est (-4 800) et Sud-Ouest (-3 000) de la province

\* Les cinq régions économiques sont : le Nord-Est (Comtés de Restigouche, Gloucester et Northumberland), le Sud-Est (comtés de Kent, Westmorland et Albert), le Sud-Ouest (comtés de Kings, Saint John et Charlotte), le centre du Nouveau-Brunswick (comtés de Queens, Sunbury et York), et le Nord-Ouest (comtés de Carleton, Victoria et Madawaska).

\*\* Les données pour les régions ne peuvent pas être comparées avec les données pour toute la province à moins que ces dernières ne soient aussi reportées en moyennes mobiles de trois mois de données réelles. Cette manipulation des données a pour effet de minimiser les variations mensuelles, facilitant ainsi la prévision des tendances à plus long terme.

\*\*\* CDA = cumul de l'année



Les formulaires de demande pour le programme Stage d'emploi étudiant pour demain (SEED) sont maintenant disponibles pour les étudiants à la recherche d'un emploi d'été au Nouveau-Brunswick. Pour plus de renseignements sur le programme SEED et sur d'autres programmes et services d'emploi pour les étudiants, consultez le site Web de Développement de l'emploi

<http://www.eps-pse.gnb.ca/>

## SECTEURS D'ACTIVITÉ - NOUVEAU-BRUNSWICK

La croissance de l'emploi sur une base annuelle a été la plus marquée dans les secteurs d'activité suivants:

**Agriculture (23 %) –** En décembre 2008, environ 7 500 personnes œuvraient dans ce secteur. Il s'agit du quatrième mois consécutif où le taux d'emploi mensuel affiché était plus important que celui du même mois de l'année précédente. Au cours des 24 derniers mois, la situation de l'emploi a été meilleure sur une base annuelle pendant seulement 10 de ces mois.

**Entreprises de services publics (20 %) –** En décembre 2008, environ 4 800 personnes œuvraient dans ce secteur. Il s'agit du onzième mois consécutif au cours duquel ce groupe a affiché un taux de croissance sur une base annuelle. Au cours des 24 derniers mois, ce secteur a enregistré une croissance de l'emploi à 22 reprises. Cette croissance peut s'expliquer par les investissements croissants dans le secteur de l'énergie de la province, plus particulièrement dans la remise à neuf de la centrale de Point Lepreau. Il s'agit du premier mois au cours duquel le taux d'emploi a chuté sous la barre des 5 000 travailleurs, ce même secteur ayant récemment établi un record en demeurant au-dessus de la barre des 5 000 travailleurs pendant huit mois consécutifs, un phénomène qui n'a jamais été observé dans les dossiers modernes (soit depuis janvier 1976).

**Administration publique (19,7 %) –** En décembre 2008, environ 27 900 personnes œuvraient dans ce secteur. Il s'agit du seizième mois consécutif au cours duquel le taux d'emploi affiché était supérieur à celui du mois correspondant de l'année précédente (les 14 derniers mois pouvant être considérés comme ayant été ceux où la croissance de l'emploi a été la plus forte). Au cours des 24 derniers mois, la situation de l'emploi a été meilleure sur une base annuelle au cours de 16 de ceux-ci. Cela porte à croire qu'à tous les ordres de gouvernement au Nouveau-Brunswick, on semble avoir confiance dans les perspectives d'avenir de la province; cependant, la détérioration de la situation financière causée par le déclin de l'économie globale limitera la croissance dans ce secteur à partir de maintenant.

**Services éducatifs (14,8 %) –** En décembre 2008, environ 29 500 personnes œuvraient dans ce secteur. Il s'agit du troisième mois consécutif au cours duquel le taux d'emploi affiché était supérieur à celui du mois correspondant de l'année précédente (il s'agit du premier mois où cette croissance peut être considérée comme ayant été véritablement plus forte). Au cours des 24 derniers mois, la situation de l'emploi a été meilleure sur une base annuelle pendant seulement huit de ces mois. Considérant la priorité supérieure que ce gouvernement accorde à l'éducation, cela peut laisser entendre que le déclin des effectifs découlant des changements démographiques a un effet sur l'emploi dans la province.

### La croissance de l'emploi a été plus faible sur une base annuelle dans les secteurs suivants:

**Foresterie, pêche, mines et extraction de pétrole et de gaz (-18,1 %) –** En août 2008, ce secteur employait environ 9 500 personnes. Il s'agit du troisième mois consécutif où le taux d'emploi mensuel était égal ou inférieur à celui du mois correspondant de l'année précédente. Au cours des 24 derniers mois, la création d'emplois sur une base annuelle a été la plus forte pendant 19 de ceux-ci. Il s'agit de la première fois en 24 mois que le taux d'emploi dans ce secteur se situait sous la barre des 10 000 emplois. Ce nouveau cycle de déclin de l'emploi peut être le résultat du déclin soudain des prix mondiaux des matières premières.

**Autres services (-14,2 %) –** En décembre 2008, ce secteur employait environ 15 100 personnes. Il s'agit du septième mois consécutif au cours duquel le taux d'emploi mensuel enregistré est inférieur à celui du même mois de l'année précédente. Au cours des 24 derniers mois, la situation de l'emploi a été meilleure sur une base annuelle pendant seulement huit de ceux-ci. Il s'ensuit que le secteur est manifestement aux prises avec une faiblesse de l'emploi.

**Manufacturier (-8,7 %) –** En décembre 2008, ce secteur employait environ 33 500 personnes. Il s'agit du troisième mois consécutif au cours duquel le taux d'emploi mensuel enregistré est moindre que celui du même mois de l'année précédente. Au cours des 24 derniers mois, la situation de l'emploi a été meilleure sur une base annuelle pendant seulement 10 de ceux-ci (Les six premiers mois de 2007 ont constitué six de ces dix mois). Ce n'est que la quatrième fois (mensuellement) au cours des 10 dernières années où le taux d'emploi dans ce secteur chute sous la barre des 34 000; cela porte à croire que ce secteur montre des signes importants d'une faiblesse d'emploi, ce qui n'a rien d'étonnant si on considère la situation des marchés mondiaux.